



**Programme des  
Nations Unies  
pour l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63  
3 mars 2009

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Cinquante-septième réunion  
Montréal, 30 mars – 3 avril 2009

**RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS APRÈS 2010 :  
FINANCEMENT ET NIVEAUX  
(SUIVI DE LA DÉCISION 53/39)**

## **I. Introduction :**

1. Ce document a été rédigé en réponse à la décision 53/39 par laquelle le Comité exécutif a décidé « de demander au Secrétariat d'examiner les modalités de financement possibles et les niveaux de renforcement des capacités, d'explorer l'étendue, la nature et l'admissibilité de toute mesure supplémentaire que le Comité exécutif pourrait prendre en considération dans le cadre d'un financement afin d'aborder les activités d'élimination des HCFC en harmonie avec les lignes directrices ayant trait aux activités de renforcement des capacités institutionnelles auxquelles le Comité exécutif doit convenir; et rédiger un rapport pour le Comité exécutif à remettre lors de la première réunion de 2009 ». L'origine et l'analyse de ces renseignements présentés dans ce document étaient le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/61, « Document sur les modalités du financement possible et les niveaux de soutien pour le renforcement des institutions après 2010 et sur les occasions de perfectionner la procédure de renouvellement du renforcement des institutions ».

2. Au moment de rédiger ce document, le Secrétariat a aussi tenu compte des conclusions de l'évaluation des projets de renforcement des institutions (RI) qui a été présentée lors de la 56<sup>e</sup> réunion à la demande du Comité exécutif.

3. Ce document examine les modalités actuelles de financement pour le renforcement des institutions et le renforcement des capacités et analyse la demande pour un soutien continu du RI vis-à-vis les mesures de contrôle existantes du Protocole de Montréal. Il examine aussi les conséquences de la décision XIX/6 de la 19<sup>e</sup> réunion des Parties qui imposait de nouvelles obligations concernant une élimination accélérée des HCFC et qui offre des solutions de rechange au Comité exécutif pour le financement des projets RI après 2010. D'autres documents et décisions pertinents, qui ont été examinés et utilisés comme référence lors de la préparation de ce document, sont joints en annexes.

## **II. Renseignements généraux**

4. Jusqu'à maintenant, le Comité exécutif a approuvé un financement au montant total de 68 242 292 \$US plus les coûts d'appui de l'agence au montant de 5 295 515 \$US pour les projets RI concernant les 143 pays visés par l'Article 5. Entre 2004 et 2008, le montant total des dépenses pour le renouvellement des projets RI provenant du Fonds multilatéral a été de 28 951 612 \$US excluant les coûts d'appui de l'agence, environ 5,8 M \$US par année. En moyenne, un pays, dont le projet RI était approuvé, en est à sa 4<sup>e</sup> phase de mise en œuvre.

5. Le niveau de financement des projets RI est demeuré le même depuis 2004. Des changements ont été apportés au niveau du soutien pour le RI en décembre 2001 et en juillet 2004. En décembre 2001, la décision 35/57 a fait l'objet d'une disposition pour une augmentation générale de 30 pour cent du niveau de financement des projets RI. La dernière augmentation du niveau de soutien de RI remonte à juillet 2004 lorsque le Comité exécutif, reconnaissant les circonstances spéciales entourant les pays à faible volume de consommation (PFV) et les pays à très faible volume de consommation (PTFV), a augmenté le niveau minimal de financement des projets RI à 30 000 \$US par année à condition que le pays touché ait une loi en place et qu'il ait nommé un agent national de l'ozone à temps plein (décision 43/37).

6. Lors de la 53<sup>e</sup> réunion, le Secrétariat, dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/61, a tiré des conclusions générales concernant les activités de l'UNO qui devraient probablement être conformes aux mesures de contrôle des HCFC, en lien avec leurs activités d'élimination des CFC actuelles, ce qui a incité le Comité exécutif à prendre note que « les mesures prévues requises par les pays visés par l'Article 5 afin de se conformer aux obligations après 2010 ont indiqué qu'un soutien financier pour le renforcement des institutions serait probablement nécessaire après 2010 ». Un sommaire de ce document est présenté à l'Annexe I à titre de référence pour le Comité.

### III. Nouvelles activités après 2010 liées aux décisions concernant les HCFC prises par la 19<sup>e</sup> réunion des Parties et le Comité exécutif

7. À la lumière de la décision XIX/6 concernant l'élimination accélérée des HCFC, le Comité exécutif a pris des décisions en ce qui a trait aux lignes directrices sur les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) (décision 54/39) et en ce qui a trait aux niveaux de financement pour leur préparation (décision 56/16) lors de la 54<sup>e</sup> réunion. Les facteurs importants pertinents aux activités d'une UNO découlant de ces décisions sont :

- (a) Entreprendre l'élaboration et la préparation d'un PGEH complet en harmonie avec la décision 54/39 qui sera d'abord sous la responsabilité de l'UNO;
- (b) Procéder à l'élaboration du premier stade d'un PGEH (afin de traiter des mesures de contrôles de 2013 et 2015), y compris les engagements de rendement;
- (c) Déterminer les points de départ des réductions de consommation dans les pays fabricants avant l'approbation des projets d'investissement;
- (d) Élaboration et opérationnalisation des systèmes législatifs, de règlements et d'émissions de licences détaillés avec le soutien financier disponible provenant du financement de préparation et du financement de projet du PGEH;
- (e) Enquête sur les mesures incitatives financières et les occasions de cofinancement;
- (f) Utilisation d'institutions UNO existantes et des capacités d'économiser l'élimination des HCFC le cas échéant;
- (g) Transfert ou étendue des rôles des associations de l'industrie afin de contribuer à l'élimination des HCFC;
- (h) La totalité des activités nécessaires au niveau du pays lors de la mise en œuvre du OGEH sera divisée entre l'UNO et un Groupe de la gestion des projets à venir, financée dans le cadre du PGEH en harmonie avec les lignes directrices existantes et approuvées pour les plans nationaux d'élimination et des plans de gestion de l'élimination finale (PGEF).

8. De nombreuses institutions et capacités essentielles à une élimination fructueuse des HCFC sont déjà en place, ayant été développées à l'échelle du pays pour l'élimination des CFC/CTC/halon avec le soutien du Fonds multilatéral. Bien qu'une partie des travaux nécessaires afin de rencontrer les mesures de contrôle des HCFC puisse être accomplie grâce aux capacités institutionnelles existantes, certains aspects de l'élimination des HCFC peuvent représenter des défis plus complexes. Les facteurs importants semblent comprendre :

- (a) La nécessité de traiter les niveaux relativement élevés de consommation de HCFC en termes physiques, c.-à-d., en tonnes métriques, bien que la consommation en tonnes pondérées soit basse à cause des valeurs en tonnes pondérées peu élevées des HCFC.
- (b) Un taux d'augmentation de la consommation des HCFC possiblement élevé dans certains pays et le besoin de réduire celle-ci à zéro en moins de quatre ans;
- (c) Le besoin de gérer le choix des frigorigènes de remplacement, notamment lorsque les impacts sur le climat doivent être pris en considération;

- (d) Le besoin d'élaborer et de mettre des politiques nationales en œuvre afin d'appuyer le choix de la technologie par projet selon les préférences au niveau de l'entreprise en tenant compte des avantages pour le climat;
- (e) Le besoin de promouvoir et d'obtenir la participation des intervenants dans la planification, et le processus d'élimination, y compris la préparation du PGEH.

9. Les facteurs ci-dessus représentent un défi important pour l'UNO, notamment parce qu'il n'y aura pas de Groupe de gestion des projets au cours de la phase de préparation du PGEH, période à laquelle les lois et les lignes directrices en matière de politique devront être élaborées. Cette complexité a été déterminée dans l'activité d'élaboration des politiques qui a abouti à une présentation des estimations des surcoûts pour les activités d'élimination des HCFC lors des 54<sup>e</sup> et 55<sup>e</sup> réunions. Lors des 55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> réunions, le Comité exécutif a approuvé le financement pour la préparation du PGEH de 115 pays.

#### **IV. Financement du renforcement des capacités**

##### Dispositions actuelles en matière de financement

10. Le Fonds multilatéral a fourni un soutien pour la capacité institutionnelle afin de contribuer au succès des objectifs du Protocole de Montréal au niveau régional, national et mondial. À l'échelle mondiale, le Comité exécutif a embauché le PNUE en tant qu'agence d'exécution lors de la 4<sup>e</sup> réunion afin d'occuper les fonctions de centre d'échange des renseignements dans le but précis d'aider au renforcement des capacités des pays visés par l'Article 5. Le rôle de développement des capacités du PNUE a été étoffé de manière constante et a été officialisé sous le nom de Programme d'action pour la conformité (PAC) lors de la 35<sup>e</sup> réunion en mars 2002. Le programme comprenait le soutien pour les réseaux régionaux des agents nationaux de l'ozone pour être étendu subséquent afin d'offrir un soutien à toutes les UNO des pays visés par l'Article 5 qui recevaient de l'assistance du Fonds. Le niveau de financement du programme PAC 2009 du PNUE était de 8,49 M \$US. L'une des principales activités prioritaires du PAC est d'offrir une assistance spéciale aux pays ayant toujours une consommation de CTC/TCA ou de bromure de méthyle dans le but de les aider à se conformer.

11. À l'échelle du pays, le soutien pour le développement et d'une partie du maintien continu de la protection de la couche d'ozone lié aux capacités institutionnelles des pays visés par l'Article 5, a été fourni par le Fonds, principalement par l'intermédiaire des Plans nationaux d'élimination, des plans de gestions des frigorigènes (PGF) et des PGEF de même que directement par l'intermédiaire du financement des projets RI.

12. Les Plans nationaux d'élimination des pays, dont la consommation est plus élevée, sont principalement axés sur la conversion des capacités de fabrication fondées sur les SAO. Cependant, la plupart contiennent aussi un financement allant jusqu'à 12 pour cent des coûts totaux du projet servant à la gestion et à la surveillance qui financent l'exploitation des Groupes de gestion des projets. Généralement, les responsabilités des Groupes de gestion des projets des pays non PFV comprennent, en plus des fonctions de gestion détaillées des projets, la liaison avec les intervenants nationaux, la gestion de l'élaboration des lois et la surveillance de l'élimination en étroite collaboration avec l'UNO. De façon générale, celles-ci et d'autres activités similaires, financées par l'intermédiaire du Groupe de gestion des projets, seraient, advenant l'absence d'un tel financement, sous l'unique responsabilité de l'UNO.

13. De nombreux éléments de coût des PGF et des PGEF, tels que l'élaboration de lois, les programmes de sensibilisation et le soutien technique, constituent un appui direct des capacités nationales. Dans un PGEF, ces éléments sont généralement financés par le biais d'une affectation de 20 pour cent au Groupe de gestion des projets. Ces activités ont souvent aussi été appuyées dans le cadre du

renforcement des institutions et pourraient donc être considérées comme un ajout au niveau global du soutien institutionnel. Grâce à ces pourcentages, on estime que le niveau de financement approximatif, fourni pour les capacités institutionnelles à l'échelle du pays par l'intermédiaire des activités du Groupe de gestion des projets des Plans nationaux d'élimination, des PGF et des PGEF approuvés dans les pays concernés, est de 45 M\$US.

14. En ce qui a trait au renforcement des capacités par l'intermédiaire des projets RI, la situation financière actuelle de ces projets a été mise à jour et se trouve à l'Annexe III de ce document.

#### Estimations de la charge de travail à venir et des dispositions en matière de financement

15. Avec un regard sur l'avenir, l'approbation des lignes directrices du PGEH et l'adoption des critères de financement par le Comité exécutif dans les décisions 54/39 et 56/16 fournissent des dispositions pour le soutien des capacités institutionnelles dans le cadre de la préparation de PGEH là où l'assistance en matière de politiques et de lois est déjà prise en considération. Lorsqu'un PGEH complet est soumis pour approbation par le Comité exécutif, des ressources de renforcement des capacités supplémentaires seront disponibles par l'intermédiaire du financement possible d'un Groupe de gestion des projets dans le cadre de chaque PGEH en harmonie avec les lignes directrices des plans nationaux d'élimination. Le financement sera fourni, notamment, pour la surveillance et pour le prolongement des mesures réglementaires à l'intérieur d'un Groupe de gestion des projets.

16. À cet égard et en fonction des données disponibles pour le Secrétariat, on pourrait supposer qu'une grosse partie de la charge de travail supplémentaire en ce qui a trait aux HCFC est liée à la compréhension et à la quantification des tendances en matière de consommation, à l'établissement des liens avec les industries, au prolongement des mesures réglementaires et à l'amélioration de la surveillance afin d'inclure les HCFC. On remarque que des activités similaires devraient déjà avoir été tenues pour d'autres activités liées aux SAO ou couvertes dans les PGEH.

17. Les Groupes de gestion des projets à venir, financés dans le cadre d'un PGEH, ne seront pas en fonction avant le début de la mise en œuvre du PGEH. Au cours des 12 à 18 prochains mois, le travail institutionnel nécessaire à la préparation du gel des HCFC de 2013 et la préparation du soutien pour le projet PGEH devra être entrepris grâce aux ressources de l'UNO et appuyé par l'agence d'exécution par le biais de laquelle, le financement préparatoire est disponible.

18. Pour atteindre cet objectif, le niveau total de financement approuvé par le Comité exécutif pour la préparation des PGEH de chaque pays comprenait des éléments de financement précisés pour appuyer l'élaboration des politiques et des lois et pour les relevés et l'analyse des tendances en matière d'utilisation des HCFC pour chaque pays. Ce financement fournira une assistance directe pour les activités qui autrement devraient être gérées uniquement par l'UNO et financées à partir du projet RI du pays touché.

19. Le lien à établir entre l'UNO et le Groupe de gestion des projets dans le cadre du PGEH devrait être perçu dans le contexte ci-dessus. En conséquence, une fois que les Groupes de gestion des projets sont créés dans le cadre d'un PGEH, la relation entre l'UNO et le Groupe de gestion des projets mériterait d'être explorée davantage dans le but de rééquilibrer le financement du soutien institutionnel entre les deux institutions afin d'avoir une distinction claire entre les ressources du Fonds servant au soutien institutionnel de l'UNO et celles directement liées à l'objectif principal à venir qui est d'appuyer le succès de l'élimination des HCFC.

La situation des pays PFV dont la consommation est faible

20. Dans le cadre des politiques actuelles du Comité exécutif, notamment de la décision 43/37, le niveau de financement minimal des UNO pour les projets RI est de 30 000 \$US par année, à condition que le pays touché ait des contrôles d'importation en place de même qu'un agent de l'ozone à temps plein. En ce moment, 93 pays visés par l'Article 5 reçoivent un soutien pour un projet RI au niveau de 30 000 \$US par année. Ces pays mettent aussi en œuvre des PGEF et ont reçu un financement unique moyen de 50 000 \$US chacun pour un Groupe de gestion des projets financé dans le cadre de leur PGEF. Ceux dont le financement préparatoire du PGEH a été approuvé ont aussi reçu un financement unique de 20 000 \$US ou 45 000 \$US, selon leur consommation de HCFC, pour l'élaboration des politiques et des lois et pour les relevés et l'analyse des HCFC dans le cadre des fonds de préparation du PGEH.

**V. Facteurs découlant du rapport sur l'évaluation du projet RI présenté lors de la 56<sup>e</sup> réunion**

21. En ce qui concerne les niveaux de financement des RI, les conclusions du rapport sur l'évaluation des RI comprenaient notamment que :

- Il y a suffisamment de preuves indiquant que l'objectif d'élimination des SAO, telle qu'elle est prévue, ne pourrait être atteint sans les projets RI;
- Les variations entre les pays en termes de dotation de l'UNO, du poste institutionnel et l'utilisation du budget RI pour les salaires du personnel, des experts et des activités en général reflètent la situation et les exigences de chaque pays et les modalités spécifiques au projet établies lors des négociations entre les autorités gouvernementales et l'agence d'exécution;
- Il y a très peu de cas pour lesquels tout le financement RI n'est pas nécessaire alors que dans de nombreux pays, les UNO ont allégué que le financement RI n'était pas suffisant pour traiter des aspects en particulier tels que les voyages nécessaires vers un plus gros pays. On a fréquemment mentionné que le vrai pouvoir d'achat du financement RI avait diminué au cours des dernières années à cause de l'inflation au pays et des variations du taux de change.

22. Les conclusions ci-dessus confirment les informations anecdotiques mentionnant qu'il est difficile de quantifier le niveau de contribution à la conformité faite par les projets RI tout en ne laissant aucun doute que les projets et le financement servant à les réaliser ont joué un rôle important dans l'atteinte et le maintien des cibles de conformité du Protocole de Montréal.

23. En ce qui concerne le niveau de financement disponible pour chaque pays, le rapport d'évaluation des RI a examiné ce dernier relativement aux directives initiales fournies par le Comité exécutif lors de la 7<sup>e</sup> réunion. L'analyse présentée dans le rapport démontrait une fourchette de financement allant de 170 000 \$US pour les pays PFV à 400 000 \$US pour les pays dont la consommation est élevée sur une période de trois ans en fonction de chaque cas et dont le thème central initial était la consommation de base du pays.

24. Le rapport d'évaluation indique que la détermination du financement RI en fonction de chaque cas adoptée par le Comité exécutif, ainsi que les variations dans les niveaux de financement et dans les modalités de mise en œuvre entre les pays, démontre que tenter d'analyser ou d'établir les niveaux de financement RI « à partir de la base » en regroupant des éléments de coût normalisés n'est pas une solution pratique. La justesse des niveaux de financement varie de plus que suffisant dans certaines situations à d'autres situations pour lesquelles les UNO croient que les niveaux actuels sont moins que suffisants.

25. Le rapport d'évaluation des RI a aussi déterminé que de nombreux projets RI subissent des délais substantiels en termes d'augmentation de la durée des phases de RI engendrée par le dépassement des dates d'achèvement prévues et aussi en termes de demandes de prorogation remises en retard et par conséquent, l'approbation tardive de la phase suivante. Les données présentées dans le rapport ont démontré qu'à cause des soumissions tardives et de l'approbation des phases de RI subséquentes, environ 21,7 M \$US en financement peuvent avoir été « perdus » pour ces pays. Ce chiffre représente 33 pour cent du financement RI total approuvé.

26. Suite à l'examen des données de ces délais dans les soumissions, on a remarqué que 130 des 143 pays, qui avaient reçu un financement RI, avaient subi une forme de délai ou une autre dans le renouvellement des RI. Le rapport mentionne aussi clairement que les raisons du retard dans les renouvellements de la plupart de ces pays sont soit administratives (c.-à-d., des délais dans le transfert des fonds approuvés par les agences d'exécution, des délais dans la déclaration financière du pays à l'agence d'exécution ou de l'agence d'exécution au Secrétariat) ou dues à l'instabilité politique dans le pays bénéficiaire. En réalité, nombreux de ces pays, tout en étant conformes aux cibles du Protocole de Montréal, éprouvent encore des difficultés dans la mise en œuvre de leurs projets et ainsi, continuent d'avoir besoin du soutien de l'UNO.

Objectifs, résultats attendus et indicateurs possibles pour les projets RI conformément à la décision 56/6 (b)

27. Dans la décision 56/6 (b), découlant du rapport sur l'évaluation des RI, le Secrétariat a élaboré une série d'objectifs, de résultats attendus et d'indicateurs pour incorporation dans les demandes de prorogation du renforcement des institutions à venir, ainsi qu'une série de formats pour les rapports finaux et les demandes de prorogation. Celles-ci sont destinées à compléter ces activités suite aux consultations avec les pays et les agences d'exécution afin que les formats de déclaration obtenus puissent être utilisés pour les demandes de renouvellement des RI soumises en 2010. Ces travaux progressent séparément de la préparation de ce document. Cependant, il y a deux questions qui peuvent être prises immédiatement en considération dans le cadre des conditions possibles pour le financement continu des RI découlant de ce document et elles sont discutées dans les paragraphes qui suivent.

Efficacité des mesures de contrôle de l'importation

28. L'un des facteurs importants, émergeant des documents récents sur les politiques en matière de HCFC, a été que la conformité aux mesures de contrôle de 2013 et 2015 par la majorité des Parties visées par l'Article 5 qui n'ont pas de compagnies qui utilisent des HCFC dans la fabrication peut dépendre de l'efficacité de leurs contrôles sur l'importation. L'expérience dans le secteur de l'entretien des appareils fonctionnant aux CFC démontre clairement que le contrôle de côté du fournisseur est essentiel afin d'atteindre les cibles de consommation. L'étendue des mesures efficaces de contrôle de l'importation aux HCFC deviendra l'une des plus hautes priorités pour les UNO dans la période triennale actuelle. Considérant l'importance d'une gestion efficace des importations de HCFC pour la conformité, une portion du financement préparatoire du PGEH a été expressément affectée à l'examen et à l'élaboration des politiques et des lois au premier stade de la préparation de la stratégie de gestion de la consommation des HCFC du pays.

29. Il peut ainsi être approprié d'inclure l'étendue des mesures de contrôle actuelles des SAO afin d'inclure les HCFC dans les objectifs de toutes les demandes de renouvellements du financement des projets RI. De plus, il peut être approprié d'inclure l'atteinte d'un contrôle efficace des importations de HCFC parmi les indicateurs d'une mise en œuvre fructueuse d'un projet RI. Remarquant que le gel de la consommation des HCFC débute en 2013, les mesures de contrôle devront être en place et opérationnelles à la fin de 2012. Pour ces motifs, il existe un cas judicieux pour examiner l'atteinte de cette indicateur

comme prérequis dans l'approbation d'un financement complet de deux ans pour les renouvellements du renforcement des institutions soumis en 2013 et par la suite. Cette politique pourrait fonctionner de façon similaire à la politique sur la non-conformité qui s'applique maintenant aux projets de renouvellement des RI, selon laquelle, la non-conformité possible engendre généralement l'approbation d'un financement RI pour une année seulement, en attente de la résolution de la question de non-conformité devant le Comité de mise en œuvre.

### *Durabilité des institutions dans le maintien de la consommation zéro*

30. On s'attend à ce que les activités qui doivent actuellement continuer de faire partie de la charge de travail de l'UNO liée à des SAO autres que les HCFC diminuent après 2010. Cependant, les problèmes de maintien de la consommation zéro des SAO varieront d'un pays à l'autre et pour les substances individuelles. Dans de nombreuses situations, le manque de fournisseur commercial disponible assurera la réussite de l'élimination. Néanmoins, les mesures institutionnelles mises en place pour atteindre l'élimination et pour la surveiller devront demeurer efficaces afin de prévenir la non-conformité de même que la possibilité du commerce illégal des SAO.

31. Bien que le Comité exécutif ait fait part de son intention de continuer à offrir un soutien pour les projets RI, notamment afin de faciliter la conformité aux mesures de contrôle des HCFC, on pourrait s'attendre à ce que le financement, fourni à partir du fonds créé pour le développement des capacités institutionnelles à l'échelle nationale, ne soit pas fourni pendant une période indéterminée pour maintenir l'exploitation des institutions ainsi créées. Par exemple, une UNO pourrait tôt ou tard être complètement incorporée à l'institution nationale dans laquelle elle est actuellement située et que les fonds pour son exploitation soient considérés comme faisant partie du budget national. Le cas échéant, cette situation s'appliquerait aussi à toute fonction telle que la surveillance de l'importation des SAO par le biais d'agences des douanes. Au fil du temps, ces agences devraient pouvoir poursuivre cette activité sans le soutien financier externe provenant d'un projet RI.

32. À cette fin, à l'avenir, les objectifs des projets RI pourraient comprendre des mesures afin de s'assurer de la durabilité des activités de surveillance, d'exécution et de déclaration, par exemple, sous la forme d'un engagement approprié de la part du gouvernement touché en tant qu'exigence pour le renouvellement d'un projet RI. Les indicateurs d'atteinte de cet objectif, tels que l'acceptation progressive de la responsabilité du financement des fonctions de surveillance, d'exécution et de déclaration pourraient être élaborés à l'avenir.

### Inflation

33. Lors de la 53<sup>e</sup> réunion, dans le document de discussion 56/13, le Secrétariat a remarqué les effets négatifs possibles de l'inflation et a suggéré que la question soit prise en considération dans l'examen actuel. Ce rapport d'évaluation a mentionné qu'au moment de la cueillette des données, le dollar américain avait chuté de 30 à 40 pour cent dans certains pays par rapport aux devises locales, ce qui a engendré des problèmes importants. De plus, plusieurs pays ont rapporté des taux d'inflation élevés pour le prix des salaires, des matériaux et des services locaux. Cependant, il peut ne être possible de tenter de quantifier les effets de l'inflation sur le financement RI pour le moment, mais il pourrait être approprié de réexaminer cette question au cours de discussions à venir.

## **VI. Discussion et conclusions**

34. À la section IV, il était question des diverses modalités par le biais desquelles le Fonds multilatéral soutient le renforcement des capacités. Celles-ci peuvent être largement catégorisées comme des initiatives régionales et globales, appuyées principalement par le Fonds par l'intermédiaire du PAC du



PNUE et d'initiatives à l'échelle du pays, financées uniquement pour le renforcement des capacités par le biais de projets autonomes de renforcement des institutions, et par des éléments institutionnels des PGF, des Plans nationaux d'élimination et des PGEF et, plus récemment, par le financement préparatoire des PGEH. Les conclusions de ce document sont axées sur le niveau de financement pour le renforcement des capacités à l'échelle du pays.

35. Tel que mentionné à la section V, tenter d'analyser ou d'établir des niveaux de financement RI « à partir de la base » en regroupant des éléments de coût normalisés n'est pas une solution pratique. La justesse des niveaux de financement varie de plus que suffisant dans certaines situations à d'autres situations pour lesquelles les UNO croient que les niveaux actuels sont moins que suffisants.

36. Les contraintes placées sur l'UNO afin de débiter et de gérer les activités liées à la préparation et à la mise en œuvre du premier stade des PGEH augmenteront le volume ou la complexité de la charge de travail de l'UNO. Le soutien supplémentaire fourni dans le cadre du PGEH lui-même, évalué en termes de dollars et équivalent à une augmentation du soutien RI de 60 pour cent une fois que le PGEH est approuvé et que le Groupe de gestion des projets est financé, vient compenser ces contraintes. Avant cette période, les activités préparatoires au soutien institutionnel devront être exécutées par l'intermédiaire des ressources de l'UNO, ainsi que par le financement fourni pour les mesures institutionnelles (politiques, lois, relevés) par le biais des fonds de préparation de projet du PGEH. En ce qui a trait aux activités non liées aux HCFC, les capacités institutionnelles nécessaires à la gestion de l'élimination ont été établies dans la plupart des pays et le financement continu est davantage lié à l'amélioration ou à l'appui des activités de nature institutionnelle en cours. Les répercussions financières ont été évaluées en tant que diminution globale de 10 à 20 pour cent dans le scénario de financement des activités non liées aux HCFC.

37. Dans la décision XIX/6, les Parties ont convenu notamment que le financement disponible par l'intermédiaire du Fonds multilatéral à des fins d'application du Protocole de Montréal pour les réapprovisionnements futurs sera stable et suffisant pour couvrir tous les surcoûts afin de permettre aux Parties visées par l'Article 5 de se conformer au calendrier d'élimination accélérée.

#### Solutions de financement pour le renouvellement des projets de renforcement des institutions

38. En fonction de ce qui précède et de la stabilité de financement convenue dans la décision XIX/6, le point de départ pour l'examen du financement du renouvellement des projets RI pourrait être de n'apporter aucun changement aux niveaux de financement actuels. D'autres solutions pourraient comprendre une augmentation nette du financement de tous les projets RI, une diminution nette du financement de tous les projets RI ou rééquilibrer le financement entre le projet RI et d'autres soutiens au RI, notamment le soutien qui sera fourni par le Groupe de gestion des projets financés dans un PGEH.

#### Maintien des niveaux actuels

39. Si l'on accepte la poursuite du financement RI qui servira au maintien des capacités institutionnelles, de même qu'au développement des telles capacités au début, au niveau stable tel qu'envisagé dans la décision XIX/6 pour le moment, l'élimination accélérée des HCFC fournira de nouveaux défis et des activités supplémentaires qui prendront progressivement le relais de l'effort d'élimination des SAO autres que les HCFC. Les grandes variations en termes d'arrangements administratifs dans les différents pays visés par l'Article 5 nuisent à la capacité de fournir des estimations précises des variations dans la charge de travail d'un bureau de l'UNO représentatif alors que l'élimination des CFC approche de la fin et que les activités de gestion des HCFC augmentent. Cependant, il n'existe aucun doute que les bureaux d'UNO devront poursuivre leurs fonctions en s'inspirant des lignes générales qui sont en place actuellement.

Augmentation nette du financement RI

40. Étudier la possibilité d'une augmentation du financement RI net peut ne pas être complètement en harmonie avec l'augmentation du niveau d'appui RI réel qui sera fourni une fois les PGEH approuvés et les Groupes de gestion des projets financés. La majorité des capacités de base nécessaires au contrôle de la consommation des SAO ont été établies et les activités institutionnelles à venir seront axées sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de surveillance et de contrôle existants et à les étendre aux HCFC. Un financement est réservé à l'élaboration et à la mise en œuvre du prolongement nécessaire des systèmes de soutien institutionnel existants dans la préparation et la mise en œuvre du PGEH.

Diminution nette du financement RI

41. Étudier la possibilité d'une diminution nette du financement d'un projet RI peut ne pas être complètement en harmonie avec les renseignements disponibles concernant l'augmentation possible de la complexité des activités liées à l'élimination des HCFC, y compris la disponibilité limitée des solutions de rechange dont l'impact sur le climat est faible dans les pays visés par l'Article 5 et le besoin de tenir compte des impacts environnementaux tels que l'énergie et le climat. Ce qui est plus important, c'est le gel des HCFC qui entrera en vigueur de façon efficace le 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'expérience avec l'élimination des CFC indique que certaines des activités les plus exigeantes liées à l'atteinte de la conformité à l'échelle du pays se tiennent au cours des années qui précèdent immédiatement le début de la première mesure de contrôle des substances touchées.

42. Pour les 93 pays qui reçoivent actuellement 30 000 \$US par année dans le cadre de leurs projets RI, étant donné que le Comité exécutif a pris la décision 43/37, augmentant le financement minimal à ce niveau de façon significative et assujetti à la confirmation des systèmes d'émissions de licences et un UNO à temps plein, il semblerait approprié que toute proposition de réduction du soutien à un projet RI ou de le rééquilibrer vers le soutien d'un Groupe de gestion des projets tel que discuté ci-dessous, ne s'applique pas à ce groupe de pays.

Rééquilibrer les coûts du PGEH entre le RI et le Groupe de gestion des projets

43. La solution de rééquilibrer supposerait que les activités institutionnelles « de base » communes à toutes les SAO telles que le compte rendu des données, le contrôle des importations et la surveillance efficace seraient absorbées par les autorités gouvernementales pertinentes au fil du temps et nécessiteraient moins et tôt ou tard, aucun, de soutien pour le renforcement des institutions. Selon ce scénario, le financement pour le renforcement des institutions serait déplacé vers le Groupe de gestion des projets pour le PGEH. Le soutien pour le renforcement des institutions, faisant partie d'un projet, prendrait fin simultanément avec l'achèvement du projet, dans ce cas, le PGEH.

44. Telle quelle, cette solution nécessite un examen plus approfondi, car il n'y a toujours pas d'indication du coût pour le PGEH ni de coût pour le Groupe de gestion des projets et les responsabilités ne peuvent être estimées. Le Comité exécutif peut vouloir discuter davantage de cette solution à l'avenir.

Recommandations

45. Le Comité Exécutif peut vouloir :

- (a) Prendre note du document du Secrétariat sur l'examen des modalités du financement possible et les niveaux de soutien pour le renforcement des institutions tels que contenus dans l'UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63;
- (b) Étudier la possibilité de donner son accord au maintien du financement pour le soutien global du renforcement des institutions (RI) aux niveaux actuels.
- (c) Étudier la possibilité à savoir s'il désire demander au Secrétariat d'examiner de façon plus détaillée une proposition de rééquilibrer le soutien pour le renforcement des institutions vers une disposition de financement par l'intermédiaire du Groupe de gestion des projets établis dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC;
- (d) De demander au Secrétariat, aux agences bilatérales et aux agences d'exécution, le cas échéant, d'inclure les indicateurs suivants dans les demandes de renouvellement des RI :
  - (i) Le succès des mesures de contrôle efficaces des importations de HCFC comme condition pour l'approbation des demandes de renouvellements du financement RI pour une période complète de deux ans pour tous les projets soumis après 2012;
  - (ii) La spécification comme objectif dans toutes les demandes de renouvellement des projets RI soumis après 2009, l'élaboration de mesures pour assurer la durabilité des activités de surveillance, d'exécution et de compte rendu sans le soutien continu du financement RI, de même que des indicateurs pour le succès progressif de cet objectif;
- (e) Demander au Secrétariat de terminer les travaux sur les objectifs, les indicateurs et les formats afin que les résultats puissent être appliqués aux demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions soumis au début de 2010 et par la suite;
- (f) Demander au Secrétariat de tenir compte de la possibilité d'un nouvel examen du financement pour les projets RI à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Comité exécutif.



## Annex I

### SUMMARY OF THE REPOSIBLITIES OF NATIONAL OZONE UNITS LEADING TO 2010 AND BEYOND (Document 53/61)

#### Discussion

In reviewing the current arrangements for institutional strengthening in the different countries, the Secretariat described the generic activities that are part of the responsibilities of the National Ozone Unit (NOU) funded under the IS as follows:

- (g) Promulgate effective enforcement of national rules and regulations to limit and eventually prohibit the import of all ODS
- (h) Strengthen the enforcement of the ODS licensing system through coordination and liaison with customs, and other enforcement authorities in the country and the region.
- (i) Collect data for reporting obligations, coordinate and monitor the progress of their existing projects through liaison with project management units, maintaining public awareness and outreach activities, and working towards ensuring that phase-out is sustained through continued dialogue and consultations with key stakeholders.
- (j) Ratify the remaining Amendments to the Montreal Protocol.
- (k) Provide overall advice to the government and stakeholders in the country to accelerate the phase-out of ODS and meet the country's commitments under the Montreal Protocol

In order to understand the implications of the new challenges facing the NOU with regard to the new accelerated HCFC phase-out decision, their activities were classified and described under the following categories:

- (l) Ongoing NOU activities leading up to 2010
- (m) NOU activities after 2010 other than HCFCs

#### *Ongoing NOU activities leading to 2010*

Seventy-nine (79) LVC countries are currently completing implementation of refrigerant management plans and implementing terminal phase-out management plans. Forty NPPs and TPMPs remain to be completed in medium and large consuming countries, with completion dates ranging from end of December 2009 to December 2010. These activities were expected to be the focus of the work of National Ozone Units in the short term for substances other than HCFCs. The work would be supported by the Fund in line with decision 47/49, providing for continuity of institutional strengthening funding until 2010. In addition, each NPP and TPMP contains a funding provision for a Project Management Unit which provides support to the NOUs in the day to day monitoring of project implementation.

*NOU activities after 2010 other than those associated with HCFCs*

Following the final phase-out of CFCs, halons and CTC by 1 January 2010, Article 5 countries would need to take the necessary action to expedite the completion of their ongoing national or sectoral phase-out projects and TPMPs, which extended beyond 31 December 2009. These countries also need to ensure the phase-out of remaining consumption of methyl chloroform and MB by 1 January 2015, as well as manage storage and safe disposal (including possible destruction) of unusable CFCs and halons. Article 5 countries also need to meet continuing Montreal Protocol data reporting obligations and sustain the achieved phase-out of CFCs, halons and CTC and may have to face the challenges of possible illegal traffic in any remaining new CFCs, halons or CTC (noting that CTC will continue to be generated as a by-product in the production of other, non-ODS chemicals). These activities provided a sound basis for continuing to maintain funding support for IS projects after 2010, to which would be added the work associated with interventions to support the phase-out of HCFCs.

**Annex II**

**EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS PERTAINING TO  
INSTITUTIONAL STRENGTHENING**

**Decision 47/49**

Following a discussion, the Executive Committee decided:

- (a) To note that in the compliance period specific measures had been taken to provide additional, and guaranteed institutional support and to re-focus the work of the Executive Committee on facilitating compliance;
- (b) To agree that the measures already taken constituted an appropriate response to meeting the needs of Article 5 countries in regard to their compliance obligations under the Montreal Protocol up to and including 1 January 2010;
- (c) To note that the anticipated actions required by Article 5 countries to meet compliance obligations after 2010 provided an indication that funding support for institutional strengthening might need to be continued after 2010;
- (d) That possible funding arrangements and levels for institutional strengthening support beyond 2010 should be examined at the end of 2007;
- (e) To explore the extent, nature and eligibility of any additional measures that might be considered for funding by the Executive Committee to address surveys, institutional measures and/or other preparatory activities for HCFC phase-out in the light of the results of the China policy study and the surveys carried out by UNDP;
- (f) To acknowledge that institutional strengthening support might need to be revised in accordance with the Executive Committee's guidelines when a country formally revised its baseline with the Parties to the Protocol; and
- (g) To request the Secretariat, in consultation with the implementing agencies, to prepare for the 49<sup>th</sup> Meeting a paper examining the relative merits of replacing the current requirements for submission of requests for renewal of an institutional strengthening project with a simplified arrangement that would make use of the report on progress on implementation of country programmes, which is now provided annually by all Article 5 countries receiving support from the Multilateral Fund, together with an annual cycle of funding renewals, but with no change to the annual levels of funding provided.

**Decision 49/32**

Following a discussion, the Executive Committee decided:

- (a) To maintain for the time being the current arrangements for submission and consideration of requests for renewal of institutional strengthening projects;
- (b) To request the Secretariat to continue to examine opportunities to fine-tune the institutional strengthening renewal process and to address any additional findings in the context of the review of institutional strengthening funding post-2010, to be presented to the Executive Committee at the end of 2007 in accordance with decision 47/49; and

- (c) To request the Secretariat to draft remarks to be addressed to the governments of those countries for which there were issues that might require urgent attention in order to maintain progress with phase-out and/or compliance or, alternatively, commenting favourably on exceptional successes or specific phase-out achievements.

**Decision 53/39:**

Following the discussion, the Executive Committee decided:

- (a) To note that the anticipated actions required by Article 5 countries to meet compliance obligations after 2010 provided an indication that funding support for institutional strengthening would likely be needed after 2010 and that possible funding arrangements and levels for institutional strengthening support beyond 2010 should be examined taking into account paragraph (b) below, especially in light of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, which imposed new obligations with respect to an accelerated HCFC phase-out;
- (b) To request the Secretariat to review possible funding arrangements and levels for capacity building, to explore the extent, nature and eligibility of any additional measures that might be considered for funding by the Executive Committee to address activities for HCFC phase-out consistent with guidelines pertaining to institutional strengthening activities to be agreed by the Executive Committee and to report to the Executive Committee by the first Meeting of 2009.

**Decision 56/6:**

The Executive Committee decided:

- (a) To take note of the final report on the evaluation of institutional strengthening projects as presented in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/8;
- (b) To request:
  - (i) The Fund Secretariat to take into account the findings of the evaluation in its review of the funding for institutional strengthening pursuant to Executive Committee decision 53/39;
  - (ii) The implementing agencies to review procedures for fund disbursement and reporting and administrative requirements with a view to minimizing project implementation delays for institutional strengthening projects while ensuring that accountability for institutional strengthening funds disbursed was maintained;
  - (iii) The Fund Secretariat, implementing agencies and the bilateral agencies, in consultation with Article 5 countries, to agree on a set of objectives, expected results and indicators, which would be incorporated into future institutional strengthening extension requests;
  - (iv) The implementing agencies to monitor implementation of institutional strengthening projects and to submit any requests for renewal up to six months in



advance of expiry of the existing project in line with Executive Committee decision 19/29;

- (v) The Fund Secretariat to review the formats for terminal reports and extension requests for institutional strengthening projects with the aim of rationalizing reporting and project review;
- (vi) UNEP, through the Compliance Assistance Programme (CAP), to allocate time during network meetings to discuss institutional strengthening reporting and the importance of requesting renewals on time; and
- (vii) UNEP to develop a training module on policy and technical issues related to the reduction of HCFCs, with technical inputs from the other implementing agencies, for briefings of national ozone units during network meetings.



**Annex III**

**FINANCIAL STATUS OF INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECTS  
(December 2008)**

<b>Country</b>	<b>Project Cost (US \$)</b>	<b>Support Cost (US \$)</b>	<b>Total Cost (US \$)</b>	<b>Date of Phase I Approval</b>	<b>Most Recent Approved Phase</b>	<b>Date of Latest Phase Approved</b>
Afghanistan	359,987	0	359,987	Jul-04	III	Nov-07
Albania	369,600	5,460	375,060	Dec-01	III	Apr-08
Algeria	901,409	50,311	951,720	Nov-93	IV	Apr-06
Angola	347,700	45,202	392,902	Nov-02	II	Nov-06
Antigua and Barbuda	127,187	4,680	131,867	Nov-98	III	Dec-04
Argentina	1,533,747	165,116	1,698,863	Jul-94	V	Nov-07
Bahamas	153,333	6,500	159,833	May-96	III	Nov-06
Bahrain	287,200	14,300	301,500	Oct-96	V	Nov-07
Bangladesh	610,000	65,000	675,000	Sep-94	V	Nov-07
Barbados	341,950	29,244	371,194	Dec-94	III	Jul-05
Belize	318,600	11,505	330,105	Nov-99	IV	Nov-07
Benin	279,999	15,167	295,166	Nov-95	VI	Nov-08
Bhutan	190,000	0	190,000	Jul-04	II	Nov-07
Bolivia	470,074	27,604	497,678	Nov-95	VI	Nov-07
Bosnia and Herzegovina	200,042	20,741	220,783	Mar-99	II	Jul-04
Botswana	246,546	11,726	258,272	Jul-94	III	Nov-07
Brazil	1,645,100	175,253	1,820,353	Jun-93	V	Jul-07
Brunei Darussalam	150,000	10,400	160,400	Nov-98	II	Jul-04
Burkina Faso	540,240	32,578	572,818	Nov-93	VIII	Nov-08
Burundi	243,200	8,580	251,780	Nov-98	IV	Nov-06
Cambodia	355,334	0	355,334	Mar-02	IV	Nov-07
Cameroon	793,596	48,750	842,346	Nov-93	VI	Nov-07
Cape Verde	135,000	0	135,000	Mar-02	II	Nov-06
Central African Republic	175,520	9,880	185,400	Nov-95	IV	Apr-05
Chad	240,000	7,424	247,424	Jul-98	IV	Nov-08
Chile	1,171,057	126,848	1,297,905	Jun-92	VII	Mar-07
China	2,909,996	313,949	3,223,945	Feb-92	VIII	Nov-08
Colombia	1,568,590	173,601	1,742,191	Mar-94	VI	Jul-07
Comoros	190,426	6,023	196,449	Nov-97	V	Mar-07
Congo	279,401	13,633	293,034	Jul-95	V	Mar-07
Cook Islands	45,000	0	45,000	Dec-04	II	Nov-07
Costa Rica	952,578	100,649	1,053,227	Oct-92	VII	Nov-07
Cote D'Ivoire	416,990	26,560	443,550	Jul-94	IV	Nov-07
Croatia	519,221	21,866	541,087	Oct-96	VI	Nov-08
Cuba	848,525	85,712	934,237	Jun-93	VI	Nov-07
Democratic People's Republic of Korea	614,704	30,888	645,592	Feb-97	V	Nov-07
Democratic Republic of the Congo	225,890	12,585	238,475	Mar-99	IV	Jul-07
Djibouti	168,000	0	168,000	Jul-02	II	Apr-06

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Cost (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
Dominica	176,000	3,900	179,900	Nov-98	IV	Nov-08
Dominican Republic	660,998	33,540	694,538	Jul-95	V	Nov-08
Ecuador	621,573	39,169	660,742	Mar-93	IV	Nov-08
El Salvador	289,480	14,495	303,975	May-97	V	Nov-08
Equatorial Guinea	40,000	0	40,000	Jul-06	I	
Eritrea	80,000	0	80,000	Nov-05	I	Apr-08
Ethiopia	213,232	13,104	226,336	Oct-96	IV	Nov-06
Fiji	346,820	14,277	361,097	Mar-94	VI	Nov-08
Gabon	295,520	9,880	305,400	May-97	VI	Nov-08
Gambia	226,773	9,126	235,899	May-96	V	Apr-08
Georgia	298,701	19,721	318,422	Nov-97	V	Jul-07
Ghana	1,051,743	113,792	1,165,535	Oct-92	VIII	Nov-08
Grenada	108,000	3,900	111,900	Mar-00	II	Nov-06
Guatemala	647,200	59,800	707,000	Jun-93	VI	Nov-07
Guinea	279,999	15,167	295,166	Nov-95	VI	Nov-08
Guinea-Bissau	150,000	0	150,000	Apr-03	II	Nov-06
Guyana	164,733	13,887	178,620	Nov-97	III	Apr-06
Haiti	250,000	0	250,000	Nov-02	II	Nov-06
Honduras	287,199	14,300	301,499	Oct-96	V	Nov-06
India	2,409,919	251,706	2,661,625	Oct-92	VII	Apr-08
Indonesia	1,545,465	156,154	1,701,619	Jun-93	VI	Nov-07
Iran (Islamic Republic of)	1,158,439	122,041	1,280,480	Oct-92	VII	Nov-08
Iraq	60,000	0	60,000	Apr-08	I	
Jamaica	331,200	20,020	351,220	Oct-96	VI	Jul-08
Jordan	951,985	77,349	1,029,334	Jun-92	VII	Jul-07
Kenya	862,862	84,113	946,975	Mar-93	VI	Jul-08
Kiribati	60,666	0	60,666	Mar-02	II	Nov-07
Kuwait	332,160	0	332,160	Jul-02	III	Nov-07
Kyrgyzstan	481,140	0	481,140	Jul-02	IV	Jul-08
Lao People's Democratic Republic	243,200	8,580	251,780	Jul-01	IV	Nov-08
Lebanon	918,597	93,829	1,012,426	May-96	VI	Nov-08
Lesotho	136,000	4,985	140,985	Oct-96	IV	Nov-07
Liberia	213,033	0	213,033	Dec-03	II	Mar-07
Libyan Arab Jamahiriya	157,000	20,410	177,410	Dec-00	I	
Madagascar	191,400	9,100	200,500	Nov-99	III	Jul-06
Malawi	379,849	23,355	403,204	Mar-94	VI	Nov-07
Malaysia	1,747,910	196,484	1,944,394	Mar-93	VII	Nov-07
Maldives	257,003	5,363	262,366	Mar-94	V	Nov-08
Mali	298,698	15,167	313,865	Mar-98	V	Nov-08
Marshall Islands	94,000	0	94,000	Mar-02	II	Nov-07
Mauritania	145,553	3,360	148,913	Sep-94	IV	Jul-06
Mauritius	170,000	6,500	176,500	Jun-93	III	Nov-07
Mexico	1,756,147	155,569	1,911,716	Jun-92	VIII	Jul-07
Micronesia (Federated States of)	45,333	0	45,333	Mar-02	II	Jul-06
Mongolia	300,398	8,580	308,978	Jul-99	V	Jul-08
Montenegro	90,000	6,750	96,750	Mar-07	I	Jul-08

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Cost (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
Morocco	490,000	23,270	513,270	May-96	III	Nov-07
Mozambique	253,280	12,012	265,292	Dec-94	III	Nov-06
Myanmar	76,000	9,880	85,880	Nov-99	I	
Nauru	45,000	0	45,000	Dec-04	II	Nov-07
Nepal	295,733	8,060	303,793	Nov-98	V	Nov-08
Nicaragua	227,200	14,300	241,500	May-97	IV	Jul-06
Niger	369,281	22,724	392,005	Dec-94	VI	Nov-07
Nigeria	1,280,000	123,500	1,403,500	Mar-93	V	Apr-08
Niue	90,000	0	90,000	Dec-04	II	Nov-07
Oman	215,934	20,539	236,473	Dec-00	III	Nov-08
Pakistan	876,456	89,248	965,704	Sep-94	IV	Nov-07
Palau	75,333	0	75,333	Mar-02	II	Nov-07
Panama	586,500	37,375	623,875	Jun-93	IV	Dec-04
Papua New Guinea	205,493	26,714	232,207	May-96	IV	Apr-08
Paraguay	227,960	14,365	242,325	Feb-97	IV	Nov-07
Peru	390,210	27,559	417,769	Jul-95	III	Jul-02
Philippines	1,072,865	82,416	1,155,281	Mar-93	VI	Apr-08
Qatar	151,956	14,914	166,870	Mar-99	II	Jul-06
Republic of Moldova	357,336	10,400	367,736	Jul-98	V	Apr-08
Romania	234,077	22,383	256,460	Jul-95	II	Apr-05
Rwanda	146,600	0	146,600	Mar-02	II	Nov-06
Saint Kitts and Nevis	103,000	3,900	106,900	Feb-97	III	Nov-05
Saint Lucia	243,380	7,927	251,307	Feb-97	VI	Jul-08
Saint Vincent and the Grenadines	133,430	3,939	137,369	Jul-98	III	Nov-06
Samoa	176,000	3,900	179,900	May-97	IV	Nov-07
Sao Tome and Principe	130,666	0	130,666	Nov-02	II	Nov-06
Saudi Arabia	300,000	0	300,000	Nov-07	I	
Senegal	1,017,400	53,170	1,070,570	Nov-93	VII	Nov-07
Serbia	282,800	29,538	312,338	Jul-98	II	Dec-04
Seychelles	173,167	6,912	180,079	Jul-94	IV	Nov-07
Sierra Leone	294,490	0	294,490	Mar-02	III	Apr-08
Solomon Islands	57,083	0	57,083	Mar-02	II	Nov-07
Somalia	52,000	0	52,000	Mar-02	I	Dec-04
Sri Lanka	897,144	94,509	991,653	Mar-94	VII	Jul-08
Sudan	538,560	51,051	589,611	Mar-94	IV	Apr-04
Suriname	183,333	0	183,333	Dec-03	II	Nov-06
Swaziland	185,664	8,752	194,416	Dec-94	III	Nov-07
Syrian Arab Republic	618,730	69,181	687,911	Jun-93	III	Apr-05
Thailand	1,706,670	164,667	1,871,337	Mar-93	V	Jul-07
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	621,494	66,209	687,703	Oct-96	V	Apr-06
Togo	312,666	9,100	321,766	Nov-97	V	Nov-08
Tonga	56,266	0	56,266	Mar-02	II	Nov-07
Trinidad and Tobago	281,977	30,057	312,034	Oct-96	V	Nov-06
Tunisia	1,209,219	79,561	1,288,780	Oct-92	V	Jul-08
Turkey	726,843	45,500	772,343	Oct-92	III	Dec-04
Turkmenistan	222,693	1,125	223,818	Jul-05	II	Apr-08
Tuvalu	55,083	0	55,083	Mar-02	II	Nov-08
Uganda	64,515	8,387	72,902	Jul-94	I	

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Cost (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
United Republic of Tanzania	183,200	8,580	191,780	Oct-96	III	Nov-06
Uruguay	1,153,785	125,111	1,278,896	Jun-93	VIII	Nov-08
Vanuatu	27,000	0	27,000	Mar-02	II	Apr-08
Venezuela (Bolivarian Republic of)	2,238,731	243,931	2,482,662	Mar-93	IX	Nov-08
Vietnam	677,228	41,642	718,870	Jul-95	VI	Jul-07
Yemen	681,609	30,940	712,549	Jul-98	V	Nov-07
Zambia	191,520	16,380	207,900	Mar-93	III	Dec-04
Zimbabwe	695,600	51,885	747,485	Jul-94	V	Nov-06
<b>Grand Total</b>	<b>68,353,959</b>	<b>5,306,890</b>	<b>73,660,849</b>			

## Annex IV

### HCFC DECISIONS TAKEN AT THE 19<sup>TH</sup> MEETING OF THE PARTIES AND AT THE MEETINGS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

#### Decision XIX/6: Adjustments to the Montreal Protocol with regard to Annex C, Group I, substances (hydrochlorofluorocarbons)

The Parties agree to accelerate the phase-out of production and consumption of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs), by way of an adjustment in accordance with paragraph 9 of Article 2 of the Montreal Protocol and as contained in annex III to the report of the Nineteenth Meeting of the Parties,<sup>41</sup> on the basis of the following:

1. For Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of the Protocol (Article 5 Parties), to choose as the baseline the average of the 2009 and 2010 levels of, respectively, consumption and production; and
2. To freeze, at that baseline level, consumption and production in 2013;
3. For Parties operating under Article 2 of the Protocol (Article 2 Parties) to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2020, on the basis of the following reduction steps:
  - (a) By 2010 of 75 per cent;
  - (b) By 2015 of 90 per cent;
  - (c) While allowing 0.5 per cent for servicing the period 2020–2030;
4. For Article 5 Parties to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2030, on the basis of the following reduction steps:
  - (a) By 2015 of 10 per cent;
  - (b) By 2020 of 35 per cent;
  - (c) By 2025 of 67.5 per cent;
  - (d) While allowing for servicing an annual average of 2.5 per cent during the period 2030–2040;
5. To agree that the funding available through the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol in the upcoming replenishments shall be stable and sufficient to meet all agreed incremental costs to enable Article 5 Parties to comply with the accelerated phase-out schedule both for production and consumption sectors as set out above, and based on that understanding, to also direct the Executive Committee of the Multilateral Fund to make the necessary changes to the eligibility criteria related to the post-1995 facilities and second conversions;
6. To direct the Executive Committee, in providing technical and financial assistance, to pay particular attention to Article 5 Parties with low volume and very low volume consumption of HCFCs;
7. To direct the Executive Committee to assist Parties in preparing their phase-out management plans for an accelerated HCFC phase-out;
8. To direct the Executive Committee, as a matter of priority, to assist Article 5 Parties in conducting surveys to improve reliability in establishing their baseline data on HCFCs;
9. To encourage Parties to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimize environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations;

---

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro.19/7.

10. To request Parties to report regularly on their implementation of paragraph 7 of Article 2F of the Protocol;

11. To agree that the Executive Committee, when developing and applying funding criteria for projects and programmes, and taking into account paragraph 6, give priority to cost-effective projects and programmes which focus on, *inter alia*:

- (a) Phasing-out first those HCFCs with higher ozone-depleting potential, taking into account national circumstances;
- (b) Substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors;
- (c) Small and medium-size enterprises;

12. To agree to address the possibilities or need for essential use exemptions, no later than 2015 where this relates to Article 2 Parties, and no later than 2020 where this relates to Article 5 Parties;

13. To agree to review in 2015 the need for the 0.5 per cent for servicing provided for in paragraph 3, and to review in 2025 the need for the annual average of 2.5 per cent for servicing provided for in paragraph 4 (d);

14. In order to satisfy basic domestic needs, to agree to allow for up to 10% of baseline levels until 2020, and, for the period after that, to consider no later than 2015 further reductions of production for basic domestic needs;

15. In accelerating the HCFC phase-out, to agree that Parties are to take every practicable step consistent with Multilateral Fund programmes, to ensure that the best available and environmentally-safe substitutes and related technologies are transferred from Article 2 Parties to Article 5 Parties under fair and most favourable conditions;



### **Decision 53/37: Funding HCFC production phase-out**

At the conclusion of the discussion on options for assessing and defining eligible incremental costs for HCFC consumption and production phase-out activities, the Executive Committee decided:

- (a) That ratification of or accession to the Copenhagen Amendment was the prerequisite for an Article 5 Party to access Multilateral Fund funding for phasing out the consumption of HCFCs;
- (b) That ratification of or accession to the Beijing Amendment was the prerequisite for an Article 5 Party to access Multilateral Fund funding for phasing out the production of HCFCs;
- (c) That, in the case of a non-signatory country, the Executive Committee might consider providing funding for conducting an HCFC survey and the preparation of an accelerated HCFC phase-out management plan, with the commitment of the government to ratify or accede to the necessary Amendment and on the understanding that no further funding would be available until the Ozone Secretariat had confirmed that the government had ratified or acceded to that Amendment, through the deposit of its instrument in the Office of the United Nations Headquarters in New York;
- (d) That the existing policies and guidelines of the Multilateral Fund for funding the phase-out of ODS other than HCFCs would be applicable to the funding of HCFC phase-out unless otherwise decided by the Executive Committee in light of, in particular, decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties;
- (e) That institutions and capacities in Article 5 countries developed through Multilateral Fund assistance for the phase-out of ODS other than HCFCs should be used to economize the phase-out of HCFCs, as appropriate;
- (f) That stable and sufficient assistance from the Multilateral Fund would be provided to guarantee the sustainability of such institutions and capacities when deemed necessary for the phase-out of HCFCs;
- (g) That the production sector sub-group would be reconvened at the 55<sup>th</sup> Meeting to consider issues pertaining to the phase-out of HCFC production, taking into account decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties and the following issues, as well as further elaboration and analysis of those issues to be prepared by the Secretariat in consultation with technical experts:
  - (i) The continued applicability of the current approach to funding HCFC production phase-out being based on the assumption of plant closures;
  - (ii) The timing of funding HCFC production phase-out in view of the long duration between the HCFC freeze in 2013 and the final phase-out in 2030, taking into consideration that production and consumption phase-out could take place simultaneously;
  - (iii) The eligibility of the CFC/HCFC-22 swing plants in view of the commitment in the CFC production phase-out agreement not to seek funding again from the Multilateral Fund for closing down HCFC facilities that use the existing CFC infrastructure;

- (iv) The cut-off date for funding eligibility of HCFC production phase-out;
  - (v) Other measures that could facilitate management of HCFC production phase-out; and
  - (vi) Other issues related to the HCFC production sector, taking in account subparagraph (g)(ii) above.
- (h) That the Secretariat would work with the implementing agencies to examine the existing guidelines for country programmes and sector plans (decision taken at the 3<sup>rd</sup> Meeting of the Executive Committee and decision 38/65), and propose draft guidelines to the 54<sup>th</sup> Meeting for the preparation of HCFC phase-out management plans incorporating HCFC surveys, taking into consideration comments and views relating to such guidelines expressed by Executive Committee members at the 53<sup>rd</sup> Meeting and the submissions to the 54<sup>th</sup> Meeting referred to in paragraph (l) below, and that the Executive Committee would do its utmost to approve the guidelines at its 54<sup>th</sup> Meeting;
- (i) That the Secretariat, in consultation with technical experts with knowledge of experiences in Article 5 countries with different levels of development and non-Article 5 countries, would prepare by 25 March 2008 a preliminary discussion document providing analysis on all relevant cost considerations surrounding the financing of HCFC phase-out, taking into account the views expressed by Executive Committee Members in the submissions referred to in paragraph (l) below, and including:
- (i) Information on the cost benchmarks/ranges and applicability of HCFC substitute technologies; and
  - (ii) Consideration of substitute technologies, financial incentives and opportunities for co-financing which could be relevant for ensuring that the HCFC phase-out resulted in benefits in accordance with paragraph 11(b) of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties;
- (j) That the current classifications of low-volume-consuming (LVC) countries and small and medium-sized enterprises (SMEs) should be maintained until the cost-effectiveness thresholds of HCFC phase-out had been developed and the potential impact of those thresholds on LVC countries and SMEs had become better known. It would then be possible to review those classifications including a classification for very low-volume consuming countries, and current policies and funding arrangements targeting those countries and enterprises;
- (k) To note that the following cut-off dates for funding HCFC phase-out had been proposed:
- (i) 2000 (Cap of HCFC production/consumption in one major country);
  - (ii) 2003 (Clean Development Mechanism);
  - (iii) 2005 (proposal for accelerated phase-out of HCFCs);
  - (iv) 2007 (Nineteenth Meeting of the Parties);
  - (v) 2010 (end of the baseline for HCFCs);
  - (vi) Availability of substitutes;

- (l) As a matter of priority, and taking into account paragraphs 5 and 8 of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, to invite Executive Committee Members to submit their views on the following issues to the Secretariat, by 15 January 2008, with the understanding that the Secretariat would make the submissions available to the 54<sup>th</sup> Meeting:
  - (i) Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of national HCFC phase-out management plans;
  - (ii) Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing the discussion document referred to in paragraph (i) above;
  - (iii) Cut-off date for funding eligibility; and
  - (iv) Second-stage conversions;
- (m) To approve 2008 expenditure of up to US \$150,000 to cover the costs of consultations with technical experts and other stakeholders required for the preparation of the documents referred to in the present decision.

**Decision 54/39: Draft guidelines for the preparation of HCFC phase-out management plans incorporating HCFC surveys (decision 53/37(h))**

After having considered the revised text submitted by the contact group, the Executive Committee decided to adopt the following guidelines:

- (a) Countries should adopt a staged approach to the implementation of an HCFC phase-out management plan (HPMP), within the framework of their over-arching-strategy;
- (b) As soon as possible and depending on the availability of resources, countries should employ the guidelines herein to develop, in detail, stage one of the HPMPs, which would address how countries would meet the freeze in 2013 and the 10 per cent reduction in 2015, with an estimate of related cost considerations and applying cost guidelines as they were developed;
- (c) The elaboration of stage one of the HPMP and subsequent stages should be developed as follows:
  - (i) For countries with consumption in the servicing sector only:
    - a) To be consistent with existing guidelines for the preparation of RMPs/RMP updates pursuant to decisions 31/48 and 35/57; and, if applicable, with the preparation of TPMPs pursuant to decision 45/54;
    - b) To contain commitments to achieve the 2013 and 2015 HCFC control measures and include a performance-based system for HPMPs based on the completion of activities in the HPMP to enable the annual release of funding for the HPMP;
  - (ii) For countries with manufacturing sectors using HCFCs, HPMPs should contain a national performance-based phase-out plan (NPP) with one or several substance or sector-based phase-out plans (SPP) consistent with decision 38/65 addressing consumption reduction levels sufficient to achieve the 2013 and 2015 HCFC

control measures and provide starting points for aggregate reductions, together with annual reduction targets;

- (d) For countries that chose to implement investment projects in advance of completion of the HPMP:
  - (i) The approval of each project should result in a phase-out of HCFCs to count against the consumption identified in the HPMP and no such projects could be approved after 2010 unless they were part of the HPMP;
  - (ii) If the individual project approach was used, the submission of the first project should provide an indication of how the demonstration projects related to the HPMP and an indication of when the HPMP would be submitted;
- (e) Consideration should be given to providing funding for assistance to include HCFC control measures in legislation, regulations and licensing systems as part of the funding of HPMP preparation as necessary and confirmation of the implementation of the same should be required as a prerequisite for funding implementation of the HPMP;
- (f) In cases where there were multiple implementing agencies in one country, a lead agency should be designated to coordinate the overall development of stage one of the HPMP;
- (g) HPMPs should contain cost information at the time of their submission based on and addressing:
  - (i) The most current HCFC cost guidelines at the time of submission;
  - (ii) Alternative cost scenarios based on different potential cut-off dates for new capacity if a specific cut-off date had not yet been decided, for funding eligibility of manufacturing facilities as specified in decision 53/37(k), as well as the current policy for a 25 July 1995 cut-off date;
  - (iii) Alternative cost scenarios for the operational and capital costs for second conversions;
  - (iv) The incremental costs of regulating import and supply to the market of HCFC dependent equipment once proven alternatives were commercially available in the country and describing the benefits to the servicing sector of associated reduced demand;
  - (v) Cost and benefit information based on the full range of alternatives considered, and associated ODP and other impacts on the environment including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors;
- (h) Countries and agencies were encouraged to explore potential financial incentives and opportunities for additional resources to maximize the environmental benefits from HPMPs pursuant to paragraph 11(b) of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties;

- (i) HPMPs should address:
  - (i) The use of institutional arrangements mentioned in decision 53/37(e) and (f);
  - (ii) The roles and responsibilities of associations of refrigeration technicians and other industry associations and how they could contribute to HCFC phase-out; and
- (j) HPMPs should, as a minimum, fulfil the data and information requirements, as applicable, listed in the indicative outline for the development of HPMPs, as set out in Annex XIX to the present report.

**Decision 56/16: Cost structure for determining funding levels for preparation of HCFC investment and associated activities**

On the basis of the text proposed by the contact group, the Executive Committee decided:

- (a) To note document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/13 regarding a cost structure for determining funding levels for preparation of HCFC investment and associated activities (decision 55/13(d));
- (b) To define the elements of a cost structure for funding the preparation of an overall HCFC phase-out management plan (HPMP) in line with decision 54/39 and comprising several components as follows:
  - (i) Assistance for policy and legislation, e.g. to develop new or extend existing legislation regarding HCFC, products containing HCFCs, quotas, and licences;
  - (ii) Survey of HCFC use and analysis of data;
  - (iii) Development and finalization of the HPMP including its stage one to address the 2013 and 2015 control measures, the latter being akin to a terminal phase-out management plan (TPMP) or a refrigeration service sector plan;
  - (iv) Development of investment activities for the HCFC-consuming manufacturing sectors for stage one of an HPMP, if such activities were necessary;
- (c) To provide funding for elements (b)(i) to (iii) above as specified in the table below, based on the countries' HCFC consumption for 2007, while applying decision 55/13(a), (b) and (c):

<b>Group according to consumption pattern</b>	<b>Funding for above components (b)(i) to (iii)</b>
Countries with zero consumption of HCFC	US \$30,000
Countries with consumption only of HCFC-22, or consumption below 6 ODP tonnes/year	US \$85,000
Countries with medium consumption, between 6 ODP tonnes/year and 100 ODP tonnes/year	US \$150,000
Countries with consumption higher than 100 ODP tonnes/year	US \$195,000

- (d) To limit the maximum funding provided for the element (b)(iv) of the HPMP for any country with a manufacturing sector using HCFCs as per the following table based on the countries' HCFC consumption for 2007, on the understanding that those limits represented maximum amounts and requests for project preparation would have to justify the level of funding up to that amount, and on the understanding that preparation costs for demonstration projects according to decision 55/43 paragraphs (b) to (f) were not taken into account when calculating that level of funding;

<b>Consumption limit (ODP tonnes)</b>	<b>Investment preparation limit</b>
Up to 100	\$100,000
101 –300	\$200,000
301-500	\$250,000
501 – 1,000	\$300,000
1,001 and above	\$400,000

- (e) To define five manufacturing sub-sectors as follows: air-to-air air conditioning systems; refrigeration (including all refrigeration, heat pumps and air conditioning sub-sectors except air-to-air air conditioning systems); polyurethane foam; extruded polyurethane (XPS) foam; and solvent uses in manufacturing;
- (f) To provide funding for the element (b)(iv) of the HPMP for countries with manufacturing capacity up to a maximum specified below, to be determined by the total number of enterprises to be converted under HPMP stage one in the relevant sub-sector as defined under paragraph (e) above, excluding those enterprises with demonstration projects that might be chosen by the Executive Committee according to decision 55/43, paragraphs (b) to (f):
- (i) One enterprise to be converted in a manufacturing sector: US \$30,000;
  - (ii) Two enterprises to be converted in a manufacturing sector: US \$60,000;
  - (iii) Three to 14 enterprises to be converted in a manufacturing sector: US \$80,000;
  - (iv) Fifteen or more enterprises to be converted in a manufacturing sector: US \$150,000;
- (g) That in the case where Parties wish to submit requests for preparation of sub-sector plans in the approved sectors, the total funding available for all sub-sector plans in each sector should not exceed US \$150,000;
- (h) Not to apply the provisions in subparagraphs (c), (e) and (f) above to China;
- (i) To request that for demonstration projects, according to decision 55/43 paragraphs (b) to (f), the request for preparation funds should include specification of country, sector, brief description of the project, approximate ODP tonnes phase-out to be achieved, the enterprise(s) to be addressed, if relevant, and the date when they began operation, reference to the relevant sub-paragraph of decision 55/43, and a description of compelling reasons as to why the Executive Committee should choose this project as described in decision 55/43 (b). Funding could be provided up to the following levels:
- (i) Stand-alone demonstration projects (55/43) in a manufacturing sector, per project: US \$30,000;

- (ii) Umbrella demonstration projects (55/43) with three to 14 beneficiaries in one manufacturing sector, per umbrella project: US \$80,000;
  - (iii) Projects addressing 15 or more beneficiaries could not receive preparation funding for demonstration projects related to decision 55/43; and
- (j) To request the Secretariat to apply this cost structure when assessing the eligibility for funding of the different elements of the HPMP preparation, and to propose adjustments to the structure, in particular with regard to investment and associated activities, to the Executive Committee when necessary.